

SOS Lh461/14

9267

(1940)

9267

A

V. D. 9144 : Transport du mobilier des  
- militaires de carrière.

Transport des familles de militaires déplacés pour le service

Dépêche du M. de la G. à la S.N.C.F.	18.11.40	<i>myra</i>
Lettre S.N.C.F. au M. de la Guerre	26.12.40	

Transport des familles de militaires déplacés pour le service.



SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

D . 562/2

26 décembre 1940

94 -m- n° 63

C O P I E

94 n° 2601

Monsieur le Ministre,

Par dépêche du 18 novembre, répondant à ma lettre du 30 mars 1940, vous avez bien voulu me demander d'examiner la possibilité de délivrer dans tous les cas, exemptées de l'impôt de 16,20 %, les facilités de circulation accordées aux familles des militaires déplacés pour le service.

J'ai l'honneur de vous rappeler que nous n'avons décidé d'accorder aux familles la réduction de 50 % dont il s'agit qu'à titre de mesure purement gracieuse.

Néanmoins, j'ai examiné à nouveau la question avec le plus vif désir d'entrer dans vos vues et cet examen m'a conduit aux conclusions suivantes.

En égard à l'intérêt de trafic qui peut être en jeu, nous acceptons de donner le caractère contractuel à la réduction, lorsque le mobilier des intéressés est transporté par fer dans les conditions prévues par l'article 15 du Traité du 25 mai 1939.

Cet article devrait, en conséquence, être complété par un alinéa ainsi conçu :

"Lorsque les intéressés font transporter leur mobilier par chemin de fer dans les conditions prévues par le présent article, ils bénéficient des facilités de circulation prévues pour le propriétaire du mobilier, les membres de sa famille et ses domestiques au paragraphe II du Tarif spécial P.M. n° 24, Chapitre Ier, § II, que ce transport ait lieu aux conditions dudit § II ou de tout autre tarif de petite vitesse".

.....

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à la Guerre.-

Toutefois, il ne me paraît pas utile de signer un avenant au Traité pour cette seule addition, un simple échange de lettres pouvant en tenir lieu.

Le Traité ayant été approuvé par les Départements des Finances et des Travaux Publics, je pense que vous voudrez bien vous charger de demander à M. le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances et à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications leur accord sur la disposition indiquée ci-dessus.

Dès que nous aurons été avisés de cet accord, nous donnerons les instructions utiles aux gares pour que les facilités en question soient délivrées rapidement, ainsi qu'il en est actuellement au cas de transport de mobilier dans les conditions du Tarif spécial P.V. n°24.

Lorsque, au contraire, le militaire n'a pas de mobilier à transporter, aucune considération de trafic n'est susceptible d'être invoquée. La réduction ne peut que garder, dans ce cas, le caractère d'une faveur et il ne nous appartient pas de décider que l'impôt de 16,20% ne sera pas perçu.

Quant aux familles des militaires qui transportent leur mobilier par des voies autres que les nôtres, il ne nous est pas possible de revenir sur notre décision. Il est normal que, dans ce cas, aucune réduction ne soit accordée par le chemin de fer. Au surplus, ~~xxxxxxxxxxxxxxxx~~ des facilités nouvelles ont été récemment données pour le transport des mobiliers et les difficultés auxquelles vous vous référez ne paraissent plus devoir se présenter.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

signé: FOURNIER.